

**Frédéric Duval**, directeur de Territoires Publics, analyse : « J'ai récemment travaillé sur de nombreux supports intercommunaux en Ile-de-France. Ce que je remarque, c'est que le bulletin intercommunal reste, d'abord et avant tout, l'outil de la commune centre. De la même façon qu'il a fallu une loi pour donner toute sa place à l'opposition dans les magazines municipaux, je me demande, avec une pointe d'ironie, s'il n'en faudrait pas une pour laisser toute leur place aux communes membres dans les magazines intercommunaux. Ce fait se constate à tous les niveaux. Ainsi, en organisant le concours Meilleurs Vœux des Territoires, qui récompense les meilleures cartes de vœux de collectivités locales et des structures intercommunales, nous avons constaté, avec les membres du jury, que très rares étaient celles qui listaient les communes membres. ». Interrogé sur les raisons possibles de cette tendance, Frédéric Duval évoque une piste : « Il existe, de façon logique et légale, des budgets séparés : les EPCI créent donc leurs propres outils. Si je suis Dir. Com d'une agglo, je vais orienter mon budget pour valoriser les compétences, l'institution, les services et les élus intercommunaux. La commune procède de la même manière. Derrière, on voit se profiler une concurrence entre institutions qui ne va pas aller en s'arrangeant. Une concurrence et une nouvelle fracture entre conseillers municipaux et communautaires en terme de maîtrise des sujets, de représentativité comme de capacité à communiquer dessus ». Selon ce spécialiste du monde territorial, « on doit voir un acte symbolique que celui de Patrick Braouezec qui quitte la mairie de Saint-Denis pour prendre la présidence de Plaine Commune. Les élus vont tirer progressivement toutes les conséquences de la révolution intercommunale ». Enfin, à propos de la faible place pour l'instant accordée à l'intercommunalité dans les publications territoriales, Frédéric Duval y voit « sans doute une appréhension de l'élu. Un peu comme pour l'Europe, trop souvent abandonnée au seul discours de la technostructure ou du démagogue, il manque un discours pédagogique et citoyen sur les enjeux et les mécanismes intercommunaux. Le maire pense que cela n'intéresse pas ses administrés, que c'est encore trop complexe. D'autres élus ne veulent tout simplement pas mettre les pieds dans le plat et prendre le risque d'ouvrir la boîte de Pandore. Pourtant c'est un passage inéluctable et il vaudrait mieux l'aborder maintenant, de manière décripée et objective plutôt que d'attendre la cristallisation du débat autour d'enjeux seulement partisans, dans un contexte purement électoral. »